

Les prisons québécoises - L'idée d'un uniforme refait surface



Nouvelles générales - Justice

Écrit par [Daniel Renaud](#)

Jeudi, 31 mars 2011 00:43

Mise à jour le Jeudi, 31 mars 2011 01:50

L'instauration d'un uniforme unique, comme dans les pénitenciers fédéraux ou les prisons américaines, pourrait-elle contribuer à réduire les problèmes, à améliorer la discipline et à diminuer les tentatives d'introduction de drogue dans les prisons du Québec ?

« Non, je suis tout à fait contre. Ce serait un retour en arrière », affirme Marion Vacheret, professeure de criminologie à l'Université de Montréal dont tous les travaux portent sur le milieu carcéral et les droits des détenus.

Il y a quelques semaines, en entrevue avec Rue Frontenac, le président du Syndicat des agents de la paix en services correctionnels du Québec, Stéphane Lemaire, a exhorté à une réforme en profondeur du système carcéral, réclamant un uniforme unique pour les détenus, notamment pour réduire l'entrée de la drogue dans les prisons.

M. Lemaire réagissait ainsi à un [article](#) paru dans Rue Frontenac au sujet de membres d'un gang de rue qui faisaient la pluie et le beau temps au Centre de prévention Rivière-des-Prairies en y faisant entrer drogues et cellulaires, et en affichant leurs couleurs.



À la prison de Trois-Rivières, un t-shirt affichant un logo portant la mention « 3-R » semblait, à première vue, tout à fait inoffensif. Mais en l'examinant de plus près, on pouvait y lire les mots « Support Red Machine », un slogan d'appui aux Hells Angels. Photos Rue Frontenac



« Cela ne réglerait pas le problème. Les détenus trouveraient d'autres façons de l'introduire dans les établissements. La drogue en prison, c'est un sérieux problème, mais les détenus n'ont que cela à faire à longueur de journée, penser à des façons de la faire entrer à l'intérieur des murs. Il y a toujours une nouvelle façon de faire », dit-elle.

« Je ne crois pas qu'une simple question de vêtements pourrait régler le problème de la drogue en prison », reprend la critique bloquiste en matière de sécurité publique, Maria Mourani.

« En 1999, alors que j'étais étudiante, j'ai fait un stage à Bordeaux. Parfois, les gardiens voyaient des détenus fumer du pot et ils les laissaient faire plutôt que de risquer d'avoir des émeutes. Il y avait des règles informelles à l'époque. Il n'y avait pas de drogue dure en prison. Mais maintenant, avec les membres de gangs de rue, il n'y a plus de règles », ajoute la députée d'Ahuntsic.

Inacceptable

C'est davantage sur le plan de l'affichage et de l'intimidation que les vêtements des détenus font sourciller Mme Mourani.

« Je suis complètement sidérée que des membres de gangs de rue portent leurs couleurs en dedans. C'est inacceptable.



Les gardiens ne comptent plus les fois où des t-shirts de couleur rouge, symbole d'appui aux gangs de rue de cette allégeance, ou arborant les fameux mots « Support 81 », pour les huitième et première lettres de l'alphabet (H et A, pour Hells Angels) ont été saisis. Certains des vêtements trouvés comportent également des messages haineux envers les groupes ennemis. Photos Rue Frontenac





« Alors qu'on permet à des gars de continuer à faire de l'intimidation, on ne peut pas parler de réhabilitation. On ne les réhabilite pas, on ne fait que les "parquer". On leur permet d'être ce qu'on ne veut pas qu'ils soient », dit-elle.

Principalement pour cette raison, Mme Mourani se dit favorable à un uniforme, mais qui ne soit pas « stigmatisant », comme par exemple la fameuse chienne orange fluo qui est imposée dans certains États américains du Sud. Elle propose notamment des vêtements simples, comme une paire de jeans et un t-shirt blanc.

Elle croit également qu'aucun symbole, y compris les tatouages, ne devrait être exposé, qu'aucune cellule ou corridor ne devrait afficher les signes des gangs, que Québec devrait investir dans les ressources et les technologies pour lutter contre l'introduction de drogue dans les établissements et adapter les programmes de réhabilitation existants aux peines plus courtes des prisons provinciales.

« Actuellement, le ministère de la Sécurité publique n'a aucun plan quant à la gestion des gangs de rue à l'intérieur des murs », déplore-t-elle.

« Il faut se pencher sur le problème de la drogue, mais imposer un uniforme serait un retour en arrière », répète Marion Vacheret.

« Il ne faut pas oublier que la détention, c'est d'abord une privation de liberté et non de droit. En imposant un uniforme, on brime les droits des détenus et on diminue la personne. Il y a des risques de dérive », ajoute la professeure de criminologie.

« Lorsque nous sommes incarcérés et que l'on nous impose un uniforme, c'est dire que nous ne sommes plus une personne », conclut-elle.

À lire aussi:

[Les prisons québécoises - De la drogue sous toutes les coutures](#)

[Les prisons québécoises - Hausse vertigineuse de la quantité de drogue saisie](#)



Network Security Appliances

[Tweet](#)